



# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**  
ISSN 0241 0494      Le 03 juillet 2016      N° 424      PRIX : 0,60 Euro

## Mauritanie



## La grève à la mine d'or de Tasiast : les travailleurs ont fait plier la direction

- Sommaire au verso

## sommaire

### Éditorial

**Mauritanie** : La grève à la mine d'or de Tasiast : les travailleurs ont fait plier la direction

Page 4

**Sénégal** : Que se cache-t-il derrière la libération de Karim Wade ?

Page 5

**Côte d'Ivoire** : Face à la cherté de la vie, il faut des augmentations de salaires !

Page 7

**Tchad** : Les violeurs de Zouhoua condamnés ?

Page 8

**Centrafrique** ; Les dessous peu reluisants de l'intervention militaire française

Page 9

**Madagascar** : La campagne électorale à coup de bombe

Page 11

**France** : Il y a 80 ans, la grève générale de juin 36

### Abonnement

**France** : (en éco-pli)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays** : nous consulter

### Adresse

Le PAT BP 42  
92114 Clichy Cedex

### Site internet:

[www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Mauritanie

### **LA GRÈVE À LA MINE D'OR DE TASIAST : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT PLIER LA DIRECTION**

*Dans le site minier de Tasiast, la production de l'or a été totalement bloquée durant 18 jours à la suite d'une importante grève des travailleurs.*

*Cette mine d'or et son usine de production, située à environ 250 kilomètres au nord de la capitale mauritanienne, Nouakchott, est l'une des plus importantes de l'Afrique de l'Ouest. L'entreprise emploie au total 2 600 salariés. Rien que sur son site de production il y a plus d'un millier de travailleurs « permanents », sans compter les « non permanents » et les sous-traitants. Elle appartient depuis 2010 à une société canadienne, Kinross Gold Corporation, par l'entremise d'une filiale locale, Tasiast Mauritanie Limited SA (TML SA).*

*La grève a éclaté le 23 mai dernier à la suite d'une décision de la direction de réduire les prestations de ses salariés pour augmenter ses profits. Abdallahi Nehah, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (Cgtm), une des centrales syndicales qui dirige le mouvement, explique : « La société a décidé notamment de réduire, à compter du 15 mai 2016, la prise en charge de l'assurance-maladie de 100 % à 80 %, de l'impôt sur les salaires de 75 % à 25 % et le bonus trimestriel de l'équivalent d'un mois de salaire à cinq jours seulement [...] Ces avantages sont devenus des acquis salariaux et ne sauraient être diminués sans négociations et accord entre les deux parties ».*

*Cette décision est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le mécontentement couve depuis longtemps. En août 2013 une grève avait éclaté autour d'une plate-forme revendicative en plusieurs points concernant notamment les salaires et la couverture médicale. En octobre 2015 il y a eu aussi un mouvement de colère suite à une suppression d'emplois. Les travailleurs n'ont pas oublié la promesse faite par la direction, quelques années plus tôt, d'embaucher 4 000 salariés. Or depuis 2013 il y a déjà eu deux plans de licenciements : 300 salariés licenciés en 2013 et 148 en 2015.*

*C'est la soif des dirigeants de toujours augmenter leurs profits tout en diminuant le nombre de salariés et en rognant sur les prestations sociales qui a provoqué la dernière grève. La colère des travailleurs est d'autant plus grande qu'ils voient chaque jour une quantité importante*

d'or qui sort de l'usine grâce à leur travail alors que la direction veut diminuer le peu qu'ils perçoivent.

Au bout de 18 jours de grève durant laquelle l'usine a été complètement bloquée, la direction a fini par faire marche arrière. Dans un premier temps, elle a essayé de casser le mouvement en tentant de remplacer les grévistes par des sous-traitants. Mais sa tentative a échoué et elle a été contrainte de faire appel à la négociation avec les représentants des grévistes. Elle a officiellement annoncé qu'elle suspendait les mesures prises contre les salariés et qu'elle les soumettrait à la négociation avec les syndicats. Ceux-ci ont alors

appelé à la reprise du travail après avoir obtenu la promesse qu'aucun gréviste ne sera licencié et qu'aucune mesure ne sera prise sans négociation.

Rien ne garantit cependant que la direction a définitivement renoncé à son plan de réduire les prestations. Elle reviendra certainement à la charge lorsqu'elle sentira que les travailleurs auront baissé la garde. Son objectif est avant tout d'augmenter les profits pour enrichir les actionnaires de la mine d'or. Mais par leur grève, les travailleurs ont fait la démonstration de leur force collective et ont montré à la direction qu'ils sauront se défendre contre d'éventuelles mesures scélérates.

## Mauritanie

### UN RÉGIME DICTATORIAL CORROMPU DE LA TÊTE AUX PIEDS

Le journal le Monde-Afrique a fait part d'une enquête du « gendarme de la Bourse américaine », la Securities and Exchange Commission (SEC), et du département de la justice américain sur les pratiques de la société Kinross, cinquième plus grand producteur d'or au monde. Cette enquête aurait révélé l'existence d'une pratique de corruption entre cette société canadienne et le régime du président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, au pouvoir depuis 2008.

Ce journal décrit les liens multiples entre cette société et l'appareil d'Etat mauritanien. Il écrit par exemple que : « A Nouakchott, quantité de hauts fonctionnaires et de proches du président ont profité des largesses de Kinross Gold Corporation. Les agents des douanes et les gendarmes qui protègent le site (de la mine d'or de Tasiast) sont ainsi directement rémunérés par le groupe minier canadien et liés par contrat. Des soupçons de corruption touchent jusqu'au plus haut niveau de

l'État ». On apprend que le vice-président de la TMLSA (la filiale mauritanienne de Kinross qui exploite la mine d'or de Tasiast), un certain Melainine Ould Tomy, n'est autre que le cousin du président mauritanien. Il aurait la quasi-exclusivité sur la sous-traitance de la mine de Tasiast. Que ce soit avec MPL, sa société de transport, ou Azima, l'entreprise de BTP de son beau-frère, son réseau aurait bénéficié de près de 30 millions de dollars de la part de Kinross.

Ce qui a été relaté par ce journal n'est probablement qu'une toute petite partie des accointances entre les dirigeants mauritaniens et les grandes sociétés capitalistes opérant dans le pays (extraction de l'or, du fer, la pêche, le pétrole). L'Etat mauritanien est corrompu de la tête aux pieds. Les hauts dignitaires du régime, les hauts cadres de l'administration et de l'armée mènent un train de vie de nabab. Leur fortune provient directement ou indirectement de l'exploitation des travailleurs.

# Sénégal

## QUE SE CACHE-T-IL DERRIÈRE LA LIBÉRATION DE KARIM WADE ?

Le 24 Juin dernier, Karim Wade (le fils de l'ancien président Wade) incarcéré depuis avril 2013 à la prison de Rebeuss (banlieue de Dakar), a été gracié par le président Macky Sall, après avoir purgé la moitié de sa peine.



Karim Wade, après son inculpation pour enrichissement illicite

Rappelons que Karim Wade a été arrêté à la suite d'une enquête qui a révélé l'existence d'une fraude massive et de détournement de fonds de plusieurs milliards de francs Cfa dont celui-ci serait le principal coupable. Il a été condamné à six ans de prison ferme et 138 milliards de francs CFA d'amende (plus de 200 millions d'euros).

Il a été gracié par le président sénégalais pour des raisons soi-disant humani-

taires. Il est sorti de prison en plein milieu de la nuit et s'est envolé en direction du Qatar dans un avion affrété spécialement pour lui par l'émir de cette pétromonarchie.

Les partisans de Wade sont contents de cette libération qu'ils réclamaient haut et fort en faisant des manifestations de rue et des meetings. Mais de nombreuses autres personnes au Sénégal se demandent ce qui se cache derrière cette libération suspecte. N'est-ce pas ce même Macky Sall qui disait hier qu'il sera inflexible dans sa prétendue lutte contre la corruption ? Pourquoi a-t-il raccourci la peine de prison de Karim Wade de trois ans alors que de nombreux détenus croupissent en prison pour des larcins infiniment moins importants que ceux commis par le fils de l'ancien président ? Ils disent à juste titre qu'il y a deux poids, deux mesures.

Derrière cette grâce présidentielle, il y a probablement du « *donnant-donnant* » entre Macky Sall et le clan de Wade. S'agit-il de tractations secrètes pour les futures élections présidentielles et législatives ? S'agit-il du partage du butin entre deux clans de frères ennemis ? Rappelons que Macky Sall n'est qu'un rejeton d'Abdoulaye Wade et qu'il a grimpé les échelons au sein du PDS grâce à ce dernier. Peut-être que cette libération est le début d'une réconciliation entre eux. La suite nous le dira peut-être.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

# Côte d'Ivoire

## **FACE À LA CHERTÉ DE LA VIE, IL FAUT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES !**

La situation des travailleurs et des populations pauvres devient chaque jour un peu plus difficile. Leur maigre pouvoir d'achat permet de moins en moins d'assurer ne serait-ce que leurs besoins quotidiens en nourriture. Cette situation est d'autant plus révoltante que les dirigeants au pouvoir ne cessent de chanter que les affaires vont bien dans ce pays. Cela ne va bien en effet que pour les riches mais pas pour la majorité de la population.

Le gouvernement mène toute une propagande pour faire croire que sa principale priorité du moment est la lutte contre la cherté de la vie. Mais c'est un pur mensonge qui ne peut pas tromper les travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat se dégrader au fil des ans.

Jean-Louis Billon, ministre du Commerce et surtout grand capitaliste, premier

employeur de Côte d'Ivoire après l'État, a eu le culot de prétendre que c'est depuis le temps du gouvernement de Gbagbo qu'il a commencé à lutter contre la vie chère, en tant que Président de la Chambre de commerce et de l'industrie. Il prétend avoir des idées pour « *la bataille de la cherté de la vie* ». Il a parlé de tout et de rien mais en tant que capitaliste s'enrichissant sur le dos des travailleurs, il n'a pas dit un mot sur le fait que les salaires des travailleurs devraient être augmentés en fonction de l'augmentation du coût de la vie. Alors, ras-le-bol de leurs blablas !

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ces parasites et exploiteurs qui gouvernent ce pays. Ils ne pourront améliorer leurs conditions d'existence qu'en les imposant par la lutte, au patronat et au gouvernement.

## **LE GOUVERNEMENT DÉBLAIE DU TERRAIN POUR LES RICHES EN CHASSANT LES PAUVRES**

Les populations des quartiers comme Gobelet situé à la Riviera Attoban et Anono baoulé, connu sous le nom de « *9 kilos* » ont été « déguerpis » sans ménagement par le gouvernement sous le prétexte qu'elles sont installées dans des zones dites à risques. C'est le prétexte trouvé pour chasser les pauvres des quartiers riches !

Au final, à la place du quartier « *9 kilos* », c'est un supermarché « *Carrefour* »

qui y sera construit. Quant aux terrains « déguerpis » de Gobelet, ils ont été déjà vendus pour la plupart.

Il y avait bien sûr moyen de viabiliser ces terrains mais l'État n'a pas estimé nécessaire de se donner les moyens pour loger les populations pauvres dans ces endroits qui de surcroît, intéressent les riches.

## **LOGEMENTS SOCIAUX : LA MONTAGNE A ACCOUCHE D'UNE SOURIS**

À l'occasion du « *forum international du logement social* », on a assisté aux gesticulations dans les médias du nouveau mi-

nistre de l'habitat et des logements Sociaux. Il a annoncé en grande pompe le rachat par

le gouvernement des logements construits par les promoteurs. Mais, les chiffres annoncés sur l'avancée des travaux donnent un bien piètre résultat. Sur les 60.000 logements attendus en 2015, il n'y a que 3000 qui sont achevés à ce jour, soit seulement 5% des logements attendus. Or le déficit est estimé à plus de 400.000 logements. À ce rythme, les quartiers précaires ont encore de beaux jours devant eux. Quant à l'entrée en possession des acquéreurs pour les quelques logements construits, c'est chanson d'avenir. Cette opération est un véritable fiasco.

De plus, ces logements ne sont sociaux que de nom, car hors de prix. Par exemple sur le site d'Abadjin Kouté sur la route de Dabou, où le groupe CEB a bâti 250 logements de 2 et 3 pièces, les prix sont de 14.5 millions pour les deux pièces et 16.5 millions pour les trois pièces. Autant dire

que les travailleurs et les classes pauvres vers qui cette opération était censée être orientée en sont exclus.

Le déficit de logements est tel que se loger dans une ville comme Abidjan est un véritable casse-tête. Cette situation occasionne une flambée des loyers. Dans les quartiers populaires, même pour un simple deux pièces à peu près acceptable, il faut payer 50 à 60 mille Francs de loyer. Pour acquérir un logement, il faut déboursier autour de 10 mois de caution. Le gouvernement avait pourtant annoncé une loi qui limitait la caution à trois mois. Mais cette loi est restée lettre morte.

Les travailleurs et les populations pauvres sont contraints de continuer à se loger dans des quartiers précaires, non viabilisés et souvent sans eau ni électricité.

## Côte d'Ivoire

### **FORCES DE RÉPRESSION, HORS DES CAMPS UNIVERSITAIRES !**

Le 17 juin, un véhicule de police roulant à vive allure a mortellement percuté un étudiant au campus de Cocody. Pour un conducteur qui a un minimum d'humanité, lorsqu'il percute un individu, la moindre des choses aurait été qu'il s'arrête pour apporter aide et assistance à l'accidenté. Mais, ces policiers ont continué leur route comme si de rien n'était. Ils estiment sans doute que la vie d'un étudiant ne vaut pas mieux que celle d'un chien. À voir de plus près, cela ressemble à un meurtre. Cet acte a suscité une manifestation de la part des étudiants pour réclamer le départ des forces de répression stationnées sur le campus et le respect de la franchise sur les campus universitaires.

Comment s'étonner de cette attitude de la part des « *corps habillés* » ? Ils ne craignent pas d'être inquiétés par la hiérarchie lorsqu'ils commettent de tels délits

considérés comme des « *bavures* ». Récemment sur le campus universitaire, ces mêmes forces de répression ont été envoyées pour mater les étudiants qui protestaient contre leur délogement des cités universitaires. Et ce en vue d'y loger des athlètes pour les jeux de la francophonie. Des jeunes ont été tabassés, des filles ont été violées, mais ces criminels ont été couverts par le gouvernement.

L'indignation générale créée cette fois-ci par ce soi-disant accident a obligé le gouvernement à annoncer l'arrestation du chauffeur pour calmer la situation. Une délégation gouvernementale est allée verser des larmes de crocodile, histoire d'apporter une prétendue compassion aux parents de la victime.

Si l'hypocrisie pouvait tuer

# Tchad

## LES VIOLEURS DE ZOUHOURA CONDAMNÉS ?

Le 30 juin dernier, la cour de justice de Ndjaména a condamné sept criminels, tous fils à papa, impliqués dans le viol collectif d'une jeune lycéenne Zouhoura, à dix ans de travaux forcés. L'adolescente de 16 ans, a été séquestrée pendant plusieurs jours par ses bourreaux.

Au lieu de se taire comme la plupart des victimes, Zouhoura a décidé de parler ; elle a brisé un des tabous de la société tchadienne, qui consiste à observer le silence total sur le viol pour régler le problème à l'amiable, entre familles.

Rappelons que c'est le 28 février 2016, sur le chemin de son lycée à Ndjaména, qu'elle a été enlevée. À la presse elle a raconté son calvaire : *« Ils étaient cinq dans une voiture. Trois sont descendus et ils ont tapé ma copine. Puis ils m'ont frappée, mise dans leur voiture et emmenée dans un endroit inconnu, une petite maison où deux autres garçons les ont rejoints en moto. Ils m'ont déshabillée, frappée. Ils ont pris des photos, filmé. Ils n'ont donné aucune raison. Ils ont juste dit que je ne les saluais pas à l'école. (...) Ils m'ont demandé de ne rien dire »*.

Comme elle a parlé, en représailles, ses bourreaux ont fait circuler les photos sur le net, ce qui a beaucoup choqué les gens. Partout dans le pays, c'est l'indignation.

À Ndjaména ses camarades de lycée se sont rassemblés devant le domicile de la victime pour une marche de protestation en direction du palais de justice. Ils portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire *« Justice pour Zouhoura »* ou encore *« Nous sommes tous Zouhoura, notre dignité bafouée »*. La police est intervenue brutale-

ment pour les disperser. Il y a eu un mort et des blessés.

À Moundou, à Massaguet et à Faya Largeau, des jeunes ont aussi manifesté contre le pouvoir. Le bilan est une fois de plus lourd : un mort et cinq blessés.

Ici dans l'immigration, le père adoptif de Zouhoura qui vit en exil, alors candidat à l'élection présidentielle bidon qui a eu lieu au Tchad, a d'abord soutenu sa fille dans son combat. Il a refusé le million d'euros pour acheter son silence, pour qu'il ne fasse pas campagne, par exemple, sur le thème : les viols des filles ou des femmes restés impunis au Tchad. Puis il y a eu des pressions voire des menaces de mort sur sa personne et sur sa famille. Il s'est non seulement retiré de la course à la présidence mais a publiquement soutenu le dictateur-candidat Deby.

Devant l'ampleur et l'extension de la contestation, Idriss Déby est sorti de sa réserve pour déclarer : *« C'est en père de famille scandalisé que je réagis à cet acte barbare, ignoble et innommable »*, et a promis que *« justice sera rendue »*.

Du blabla ! Les 7 violeurs, on les connaît. Parmi eux, trois sont des fils de généraux de l'armée et un fils de ministre. Il paraît qu'ils ont été arrêtés mais on sait qu'ils vivent en toute liberté dans Ndjaména.

Aujourd'hui ils ont été officiellement jugés et condamnés. Ils purgeraient leur peine dans la prison de haute sécurité de Koro Toro, située en plein désert dans le nord tchadien. Mais déjà le bruit court que l'un des prisonniers s'est évadé. Laissera-t-on s'évader les autres aussi ?

# Centrafrique

## LES DESSOUS PEU RELUISANTS DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE

Au fil des mois, au fil des ans, les accusations portées contre les soldats français en mission en Centrafrique se sont multipliées et se font de plus en plus précises. Des enfants mineurs, filles ou garçons de 7 ans à 15 ans ont déclaré à un enquêteur d'une organisation humanitaire, avoir été victimes de viols ou d'agressions sexuelles. Ces mineurs, affamés et vivant dans des camps de réfugiés près de l'aéroport de Bangui où s'était établie la base des militaires français de l'opération « Sangaris » ont subi ces violences sexuelles moyennant de la nourriture ou de l'argent.



La présidente centrafricaine Catherine Samba-Panza et François Hollande, en février 2014 à Bangui

Mais les autorités administratives de l'ONU qui s'occupent des casques bleus tout comme la hiérarchie de l'armée française (qui n'est pas placée sous le commandement de l'ONU) avaient observé un silence complice. Les faits incriminés remontent en 2013 mais il a fallu la publication en avril 2015 dans un journal britannique, des témoignages poignants de certains de ces mineurs pour que l'ONU diligente une enquête préliminaire à Bangui. Côté français le gouvernement a aussi lancé une enquête.

Quelle que soit l'issue de ces enquêtes, quelles que soient les sanctions qui seront prises à l'encontre des éléments des contingents français, l'essentiel demeure : la sauvegarde des intérêts des capitalistes français dans ce pays. Cette fois, le prétexte de cette nouvelle intervention militaire est de ramener la paix dans ce pays ravagé par des affrontements interethniques.

En effet depuis l'arrivée au pouvoir le 24 mars 2013 de Djotodia (aidé par la France pour écartier l'ancien président Bozizé) la Centrafrique était entrée dans un cycle de violence infernal. La ville de Bangui était dans le chaos. Les partisans de Bozizé et de Djotodia avaient mobilisé et armé leurs miliciens, les uns dans la communauté chrétienne ou animiste, les autres dans celle des musulmans. Il y a eu des meurtres, des viols, des pillages de part et d'autre. On ne pouvait compter les morts car chaque jour de nouveaux massacres se perpétuaient.

Mais loin de mettre fin à la violence des bandes armées qui terrorisaient les populations, les soldats français « *instruits et disciplinés* » dit-on, censés rétablir la paix, croisaient les bras et les laissaient agir car ils n'étaient censés faire que de la « *dissuasion* ». Cela rappelle la guerre civile en Côte d'Ivoire et le tristement célèbre comportement des casques bleus de l'ONUCI qui regardaient les massacres s'opérer sous leurs yeux sans venir au secours des populations victimes.

La mission des soldats français n'est donc pas de rétablir la paix en Centrafrique, loin de là. C'est d'abord pour veiller sur les intérêts des capitalistes français, comme Areva qui exploite l'uranium au nord du pays ou d'autres qui sont dans le bois précieux ou dans le diamant.



# Madagascar

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE À COUP DE BOMBE

Officiellement la campagne électorale n'a pas commencé, mais dans les faits, le top est donné : une bombe, artisanale dit-on, a explosé en plein concert dans le stade de Mahamasina, le plus prestigieux de la capitale et donc du pays faisant trois morts et plus de 80 blessés. Cela a eu lieu le 26 juin lors de la Fête Nationale.



Des blessés évacués après l'attentat à la bombe du 26 juin

Sont pointés du doigt les prétendants à la fonction suprême c'est-à-dire Ratsiraka, Ravalomanana, Rajoelina. Ils ont été au pouvoir et sont connus pour s'être comportés de cette façon dans le passé lorsque les élections approchaient. Mais il n'y a pas qu'eux : d'autres personnalités de la même eau, civiles écartés ou galonnés tombés en disgrâce, figurent en bonne place sur cette liste de présumés et celle-ci n'est pas exhaustive. La compétition pour un « retour en force », au sens propre comme au sens figuré est donc en route.

Aux yeux des classes pauvres, Hery Rajaonarimampianina le président actuel et homme d'affaires issu de la haute finance, n'est pas meilleur que son prédécesseur. Tous deux font partie de clans privilégiés du centre et des plateaux de la Grande Île. Les travailleurs eux sont féroce­ment exploités et de surcroît muselés plus qu'auparavant, surtout depuis la nomination de Mahafaly à la

tête du gouvernement. Ce Premier ministre cumule aussi le mandat de ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire celui qui tient la matraque en quelque sorte, lors des grèves et des manifestations. De plus il a supprimé la fonction de « ministre du travail et des affaires sociales », ce qui en dit long sur le rôle qu'il accepte de jouer à l'encontre du monde du travail et à celui des laissés-pour-compte.

Hery, quant à lui, avait occupé le poste de ministre des Finances sous le mandat de Rajoelina. Il a été élu président grâce à l'appel de celui-ci au vote en sa faveur. Rajoelina qui s'était imposé à la tête de l'État sans élection présidentielle, était considéré à cette époque comme étant son « mentor ». Aujourd'hui l'un et l'autre, sont en compétition pour les élections à venir, législative l'année prochaine, puis présidentielle. Tous ces gens sont au service exclusif des classes riches et eux-mêmes en font partie. Ils se valent et sont permutables.

Hery, l'actuel chef d'État, relayé par les journaux, par la radio et par la télévision, a beau claironner à longueur de journées, que cet attentat est politique et que le but recherché par son ou ses commanditaires est de déstabiliser le pouvoir en place. Pour autant cela ne suffit pas à redorer son blason terni et usé par les nombreuses privations auxquelles il a soumis les classes pauvres.

Pour la majorité de la population, du moins actuellement, aucun des chefs de file n'apparaît comme étant plus clément à l'égard de ceux qui ne possèdent pas de richesses. Toutes les têtes qui gesticulent sur le devant de la scène ont occupé de hautes fonctions dans un passé encore récent. Ces gens qui se sont entredéchirés avec la peau des pauvres, n'hésiteront pas à rééditer les pratiques sanglantes auxquelles ils se sont

# Madagascar

livrés dans le passé. Ils s'étaient adonnés au clientélisme et comptent encore aujourd'hui, de nombreux appuis dans leurs régions respectives ou dans ce qu'ils considèrent comme étant leurs fiefs. Les élections à venir aiguisent leur impatience ainsi que leur soif de pouvoir.

Des alliances éphémères sont tissées au gré de ce qui leur paraît favorable pour arriver à l'exercice du pouvoir et des privilèges qui vont avec : résidences de fonctions, véhicules 4x4, bons de carburants, chauffeurs ainsi que bien d'autres avantages. Le « *ady seza* » (lutte pour les places) commence dès maintenant et la bombe au stade de Mahamasina n'est peut-être qu'un avant goût de leur savoir faire en la matière. Tout cela est, bien entendu dirigé avant tout contre la population qui est prise en tenailles entre les clans en compétition pour le pouvoir.

Entre eux, les dirigeants se ménagent. Ravalomanana connu pour ses liens avec les Etats-Unis d'Amérique, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, mais c'était une condamnation d'opérette puisqu'au vu et su du régime actuel, il est revenu de son exil

doré d'Afrique du Sud. On pourrait en dire autant de Ratsiraka son prédécesseur qui à l'instar d'autres dictateurs déchus, a passé de longues années d'exil en toute quiétude en France.

Ces deux anciens dictateurs occupent à nouveau le devant de la scène et le régime actuel les ménage. Lors de la fête de fin d'année et lors de celle de l'Indépendance, tous se faisaient des courbettes ou se congratulaient dans de fastueux salons loués pour la circonstance par l'État, c'est-à-dire avec l'argent des contribuables.

Les sauteriers luxueux et autres réceptions ne représentent que le côté visible des pratiques du personnel politique de haut rang et des serviteurs de l'ordre bourgeois. Les grands capitalistes eux sont certainement ailleurs en train de mener un standing de vie inimaginable, à l'abri de tout regard, dans des lieux paradisiaques entre gens de leur monde.

Il faudra bien qu'un jour, élections ou pas, tous ces gens rendent des comptes aux travailleurs et à la population pauvre.

## **MAFIA D'HIER ET MAFIA D'AUJOURD'HUI AUTOUR DE LA VANILLE**

Actuellement c'est la période de la récolte de la vanille. Les commerçants de cette épice se plaignent que d'année en année la récolte se dégrade et que sa qualité baisse. En effet la plus grande partie des gousses est cueillie avant la date officielle établie par le ministère de l'agriculture. Ces gousses sont donc immatures. La raison de la cueillette précoce est que des voleurs se livrent à des razzias y compris nuitamment dans les plantations. Ensuite la marchandise est vendue à des collecteurs peu regardants et écoulée à travers des réseaux de trafiquants.

Ces commerçants dénoncent l'existence d'une mafia dans la filière et se plaignent que les fonctionnaires qui sont censés appliquer les réglementations sont complices des trafiquants.

Certains producteurs vont jusqu'à faire tatouer les jeunes gousses bien avant qu'elles ne soient cueillies afin d'établir une sorte de traçabilité de leur provenance. Mais ces procédés ainsi que bien d'autres, se révèlent dérisoires face aux réseaux mafieux qui sont organisés pour en profiter au maximum.

Le cours actuel de cette précieuse épice dont Madagascar est le premier producteur mondial, est d'environ 200 euros le kilo, ce qui correspond à un peu moins d'un an de salaire d'un ouvrier. Donc on peut dire que ces « opérateurs » patentés, qui ont pignon sur rue sont eux-mêmes de fieffés voleurs. Dans l'usine de transformation de Sambava, une des plus importantes du pays, le patron se livre à des actes humiliants : à chaque fin de service il fait palper les ouvrières afin de s'assurer qu'aucune gousse

de vanille ne soit dissimulée dans les parties intimes.

En fait les riches se volent mutuellement ; leur mode de fonctionnement c'est le pillage, l'exploitation des travailleurs, avec le mépris en plus. Le capitalisme, c'est ça. Les commerçants se mènent une concurrence féroce pour avoir chacun une grande part du gâteau. Et quand ils réclament une réglementation, c'est à leur profit et uniquement à leur profit.

## France

### IL Y A 80 ANS, LA GRÈVE GÉNÉRALE DE JUIN 36

Le mouvement de grève qui a eu lieu en mai et juin 1936 a été très important dans l'histoire de la classe ouvrière en France. C'était, au début, une riposte contre la montée du fascisme. Par la suite, ce fut la lutte contre le chômage et les bas salaires.



*Des grévistes de Juin 36*

Dans les années trente la crise économique frappait de plein fouet l'Europe. En France sur environ 12 millions de salariés, plus d'un million était au chômage. En Allemagne Hitler venait d'arriver au pouvoir. En France aussi l'extrême-droite gagnait du terrain au point que l'Action française et les Croix de feu, par leurs manifestations, provoquèrent la chute du gouvernement. C'est la crainte de l'extrême-droite qui mobilisa la

classe ouvrière française et la fit réagir par la grève et la manifestation du 12 février 1934. La réaction des travailleurs poussa les socialistes, les communistes et le Parti radical à créer en 1935, un front commun appelé Front populaire.

En février 1936 il y eut des manifestations, des grèves et des rassemblements suivis des élections législatives. En avril-mai le Front populaire remporta la victoire électorale, avec une nette augmentation des voix communistes. Cela encouragea les travailleurs à continuer les grèves. Le 1<sup>er</sup> mai fut l'occasion d'une grande manifestation, et le 24 mai, la manifestation traditionnelle au Mur des fédérés rassembla 600 000 personnes.

Au mois de mai, les grandes entreprises de France furent occupées par les travailleurs, comme l'usine Renault Billancourt le 26 mai. D'autres usines comme Chausson, Talbot et Peugeot furent en grève avec occupations. Les partis de gauche, dont le PC, et les syndicats étaient débordés. Un accord local chez Renault permit à la CGT d'appeler à la reprise.

Malgré l'appel de la CGT à la reprise du travail, la grève s'étendit au-delà des

grandes entreprises touchant tous les secteurs de l'économie comme celui des grands magasins parisiens. Pendant tout le mois de juin, d'autres catégories de travailleurs rejoignirent le mouvement. Ce fut le cas des garçons de café et de restaurant. Dans les hôtels les femmes de ménage et les concierges se mirent aussi en grève.

Le mouvement était profond et Trotsky, alors en exil, considérait que « *la situation était révolutionnaire en France* ». La bourgeoisie comprit que les travailleurs n'étaient pas du tout prêts à reprendre le travail. Elle fut obligée de faire d'importantes concessions. Le Premier ministre socialiste, Léon Blum, se mit à l'œuvre et se pressa d'organiser les accords de Matignon avec les représentants du patronat et des syndicats. Il y eut une augmentation générale des salaires, les reconnaissances du droit syndical, des délégués ouvriers élus dans les usines, des conventions collectives suivant les secteurs d'activités. La semaine de 40 heures fut établie ainsi que les congés payés. Ces acquis furent les

conquêtes importantes de ce mouvement de grève.

Mais cela ne suffit pas à arrêter la grève. Le PC et la CGT se mirent à l'œuvre pour peser de tout leur poids et faire reprendre le travail. Ils étaient très implantés chez les travailleurs. C'est à cette occasion que le dirigeant du PC, Maurice Thorez, déclara : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* ». Les militants du PC incitaient les ouvriers à reprendre le travail. Autant les travailleurs étaient prêts à continuer la lutte, autant les dirigeants communistes les décourageaient. C'est ainsi que se termina cet élan révolutionnaire, uniquement par la trahison de ses dirigeants.

Quand les travailleurs se mettent en lutte de manière déterminée, ils peuvent faire aboutir leurs revendications. Pour aller plus loin, renverser le système capitaliste, il leur fallait un parti révolutionnaire prêt à les accompagner jusqu'à la victoire. C'est un tel parti qui a fait cruellement défaut aux travailleurs de France en mai et juin 1936.



